

Jean-Louis Debré doute de la légitimité du rapport sur les essais nucléaires

Le président de l'Assemblée nationale

Jean-Louis Debré aurait préféré que le rapport de l'assemblée de la Polynésie sur les essais nucléaires soit adopté à l'unanimité pour lui donner plus de légitimité. Une position qui a étonné et déçu la délégation polynésienne.

La délégation polynésienne qui a rencontré hier le président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, n'est pas sortie ravie de son entretien.

Unutea Hirshon, présidente de la commission d'enquête sur les conséquences des essais nucléaires aériens, et Jacky Bryant, représentant à l'assemblée de la Polynésie, n'ont pas franchement apprécié une remarque de Jean-Louis Debré. Celui-ci leur a indiqué que le rapport manquait de légitimité puisqu'il n'a été adopté que par une partie de l'assemblée. Le Tahoaeraa avait en effet quitté l'hémicycle en refusant de participer au vote. Unutea Hirshon dit avoir eu un "petit pincement". Elle a rétorqué qu'à l'Assemblée nationale, les lois n'étaient pas toutes adoptées à l'unanimité.

Pas de temps à perdre

Jacky Bryant a quant à lui été "assez surpris par ces propos". Le représentant UPLD a tiré de cet entretien que "Jean-Louis Debré semble privilégier un débat

contractoire futur par des experts". Mais pour le leader de Heurales Verts, "à un moment donné le politique doit trancher". Pour finir "le seul engagement pris est qu'il veillerait à ce que le dossier ne soit pas enterré... ça en dit long", lâche l'élu polynésien. Celui-ci attend un rapport du délégué à la sûreté nucléaire Marcel Jurien de la Graville pour la fin de l'année. Jacky Bryant se dit préoccupé par l'absence d'engagement et un échéancier libéré de toute contrainte. Pour lui, "le temps presse, des personnes sont atteintes de cancer et nous ne pouvons pas prendre le luxe de nous engager dans un débat contradictoire d'experts".

Unutea Hirshon a remis le rapport au président en lui précisant que la commission avait dès le début souhaité travailler avec l'État mais que celui-ci n'a répondu à aucun courrier, ce qui est "un manque de respect pour les élus". Elle s'est dite quand même "contente de cet entretien, car jusqu'à maintenant nous avons surtout eu des rapports de force. Nous cherchons un partenariat.



Jean-Louis Debré impute le manque de légitimité du rapport sur les essais nucléaires au fait qu'il n'a pas été adopté par toute l'assemblée de la Polynésie. Le Tahoaeraa avait en effet quitté l'hémicycle en refusant de participer au vote.

Nous avons un contentieux avec l'État qu'on souhaite régler. Ce rapport doit poser des bases pour le futur".

Passer le dossier à l'outre-mer

La députée Béatrice Vernaudon a fait savoir au président de

l'Assemblée nationale qu'elle souhaiterait que le ministre de l'Outre-mer se saisisse du dossier car "le ministère de la Défense est juge et partie". Celle-ci a rappelé que les relations entre l'État et la Polynésie n'ont plus de visibilité et qu'il faudra intégrer dans le pacte de confiance la question des essais

nucléaires. Jean-Louis Debré a promis d'aborder la question des essais nucléaires avec le ministre de l'Outre-mer François Baroin avant son déplacement en Polynésie française fin mars ou avril. Les deux représentants et la députée étaient accompagnés de Thierry Teai, délégué de la Polynésie française à Paris, ainsi que de Bruno Barillot, directeur du Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits (CDRPC), et Roland Oldham, président de Moururoa e Tarou.

DE NOTRE CORRESPONDANT A PARIS, DAVID MARTIN